

CONTEXTE CONJONCTUREL

« Après le pire mois (avril 2020) qu'a connu l'économie française en temps de paix, la reprise économique est très nette depuis le déconfinement » note l'INSEE qui révise d'ailleurs sa prévision de baisse du PIB à environ - 17 % au deuxième trimestre 2020 (après - 5,3 % effectivement atteint au premier trimestre). Si l'activité économique française est toujours dégradée par rapport à la normale, elle continuerait de s'améliorer par rapport aux semaines précédentes : environ - 12 % de perte d'activité en moyenne en juin par rapport à une situation « normale », après - 22 % en mai. Cette estimation, légèrement plus favorable que celle du 27 mai (- 14 %), s'explique notamment par le bon déroulement du déconfinement sur le plan sanitaire et le desserrement graduel des mesures d'endiguement de l'épidémie. La reprise d'activité se matérialiserait dans l'ensemble des branches de l'économie et notamment dans le secteur de la construction où la perte d'activité économique est pratiquement deux fois moindre en juin (- 34 %) qu'en mai (- 55 %).

Cette tendance reste cependant à confirmer dans les semaines à venir et la crainte d'un trou d'air à l'automne est forte devant le tarissement de la commande tant publique que privée. En effet, les appels d'offres des marchés publics n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant-crise (le Gouvernement vient d'assouplir les règles de passation et d'attribution des marchés publics ; cf. ordonnance du 17 juin 2020) et la consommation des ménages pourrait être plus prudente face à la hausse du chômage et la baisse de l'emploi salarié et intérimaire.

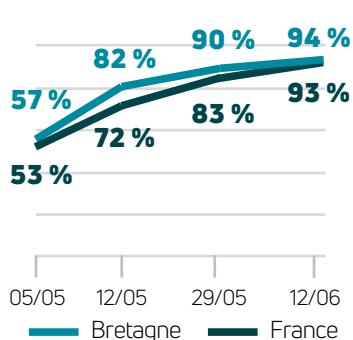
Zoom sur la reprise d'activité dans le secteur de la construction en Bretagne

Bilan
au 22 juin 2020

Bâtiment



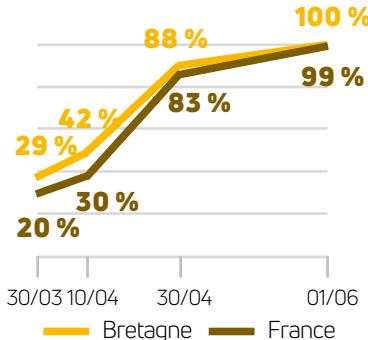
94 % des chantiers de Bâtiment sont ouverts en Bretagne (dont 68 % ouverts en activité normale)



Travaux Publics



100 % des entreprises bretonnes de TP déclarent que leur activité a redémarré ou est en cours de reprise



Carrières et Matériaux



100 % des sites produisant des matériaux de construction sont ouverts en Bretagne

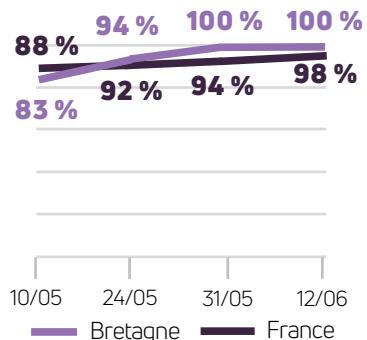


Illustration : veia

Sources : CERC, FFB, CAPEB, FRTP, UNICEM



Impacts sur l'activité des Travaux Publics

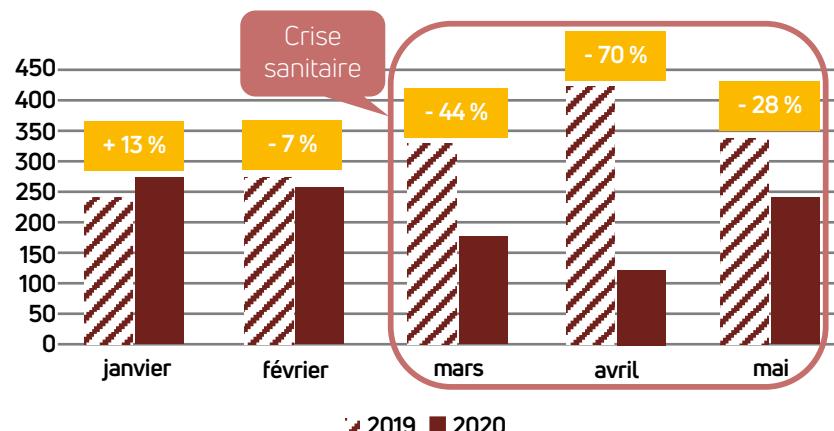
Source : Vecteur Plus – FRTB

L'activité future portée par la commande publique s'oriente à la baisse, impactant fortement l'activité des entreprises du secteur de la construction et notamment celui des Travaux Publics (dépendant à 55 % de la commande publique).

Des perspectives défavorables pour la commande publique

Les appels d'offres de travaux sont en diminution en Bretagne : - 28 % d'appels d'offres dans les Travaux Publics en mai 2020 par rapport au niveau de mai 2019 et - 49 % en un an sur la période mars-mai (en date de remise).

Nombre d'appels d'offres remis par mois dans les TP en Bretagne



Impacts sur l'activité Carrières et Matériaux

Source : enquête UNICEM auprès de ses entreprises adhérentes entre le 8 et le 14 juin 2020

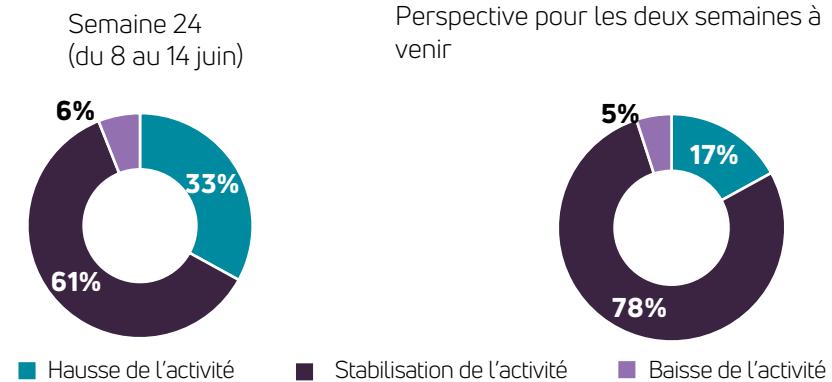
98 % des sites produisant des matériaux de construction sont désormais ouverts en France (en semaine 24, contre 94 % il y a 15 jours) avec un niveau d'activité moyen qui s'établit à 93 % par rapport à 2019.

100 % des sites ouverts depuis la semaine 22 en Bretagne

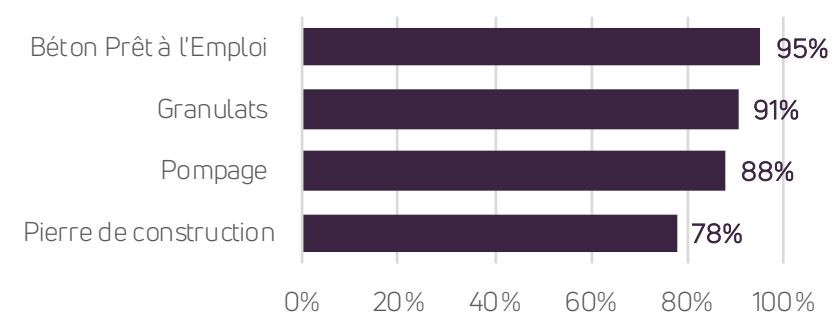
Par rapport à la semaine dernière, au niveau national, **un tiers des entreprises ont enregistré une hausse de leur activité, 61 % une stabilité et 6 %, une baisse.** S'agissant des perspectives d'activité pour les deux semaines à venir, 78 % des entreprises s'attendent à une stabilisation de leur activité.

Du côté des obstacles à la reprise de l'activité, la moitié des entreprises indiquent qu'il n'y a plus aucun obstacle à la reprise, même si le manque de commandes concerne encore 39 % des cas.

Niveau d'activité (au niveau national)



Niveau d'activité par secteur (au niveau national)





Situation et conditions d'emploi de la main-d'œuvre

Source : Enquête Acemo spéciale Covid auprès des entreprises de 10 salariés ou plus du secteur privé non-agricole entre le 1er et le 15 juin – DARES, Insee (zoom sur le secteur de la construction)

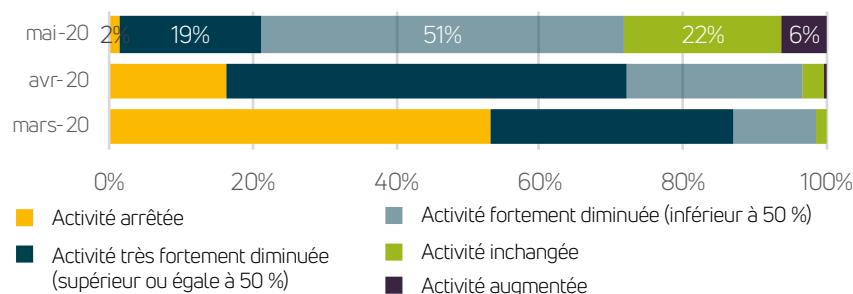
En mai, au niveau national, **l'activité des entreprises du secteur de la construction s'améliore par rapport au mois précédent**. Moins de 2 % des salariés du secteur de la construction appartiennent à une entreprise dont l'activité a été arrêtée, contre 16,4 % en avril et 53,3 % en mars. La majorité des salariés du secteur de la construction (70 %) travaillent dans une entreprise où l'activité a diminué, dont 19 %, dans une entreprise où l'activité a très fortement diminué (50 % et plus de leur activité normale).

La raison principale de la diminution de l'activité dans le secteur de la construction est liée à la perte de débouchés (35,9 %). Si les difficultés d'approvisionnement représentaient la cause principale en avril (pour 29,5 % des salariés du secteur de la construction), elle est, en mai, la moins importante (19,3 % des salariés).

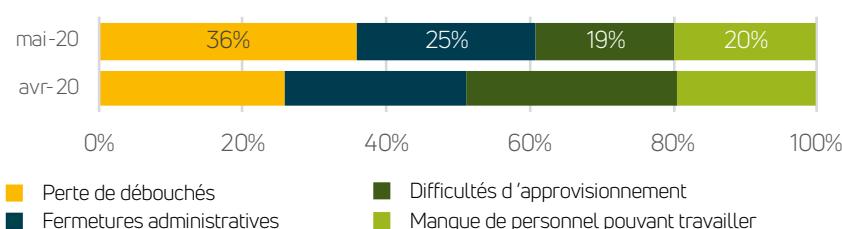
La perte de débouchés : principale raison de la diminution de l'activité

Interrogées sur leurs perspectives de retour à une activité normale, **les entreprises font état d'une grande incertitude** : un quart des salariés du secteur de la construction (24,5 %) travaillent dans une entreprise dont l'activité reviendrait à la normale d'ici deux à trois mois, 32 % dans une entreprise dont l'activité a été affectée de manière durable (trois mois et plus) et 16 %, dans une entreprises dont le retour à la normale est impossible à dater. La principale difficulté anticipée pour la reprise d'activité concerne **l'organisation de l'activité de manière à respecter la distanciation sociale** (44 % des salariés travaillent dans une entreprise dont c'est la principale difficulté).

Niveau d'activité (en % de salariés)

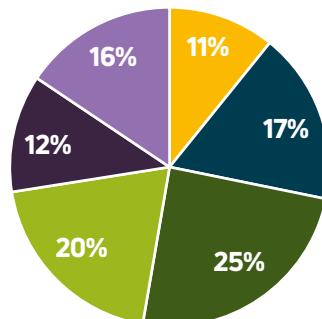


Raisons de la diminution d'activité (en % de salariés)

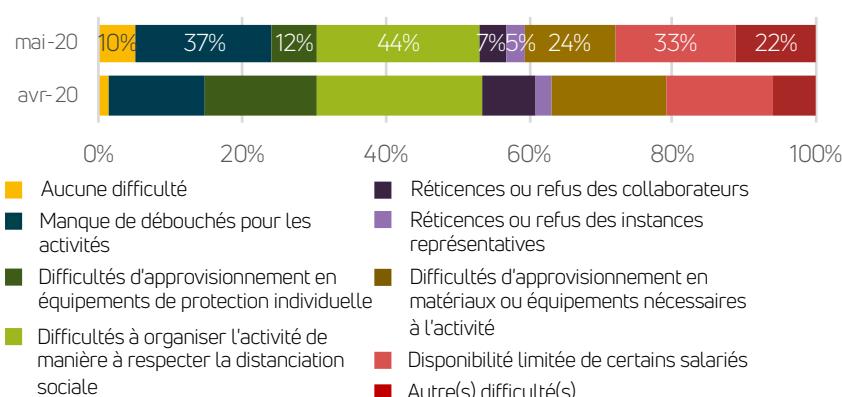


Calendrier pour une reprise normale (en % de salariés)

- L'activité n'a pas été affectée ou est déjà revenue à la normale
- L'activité reviendra très vite à la normale, d'ici un mois
- L'activité reviendra à la normale d'ici deux ou trois mois
- L'activité mettra plus de trois mois à revenir à la normale
- L'activité a été affectée de manière plus durable et ne reviendra pas à la situation antérieure avant la fin de l'année
- Ne sait pas



Difficultés anticipées pour la reprise (en % de salariés)





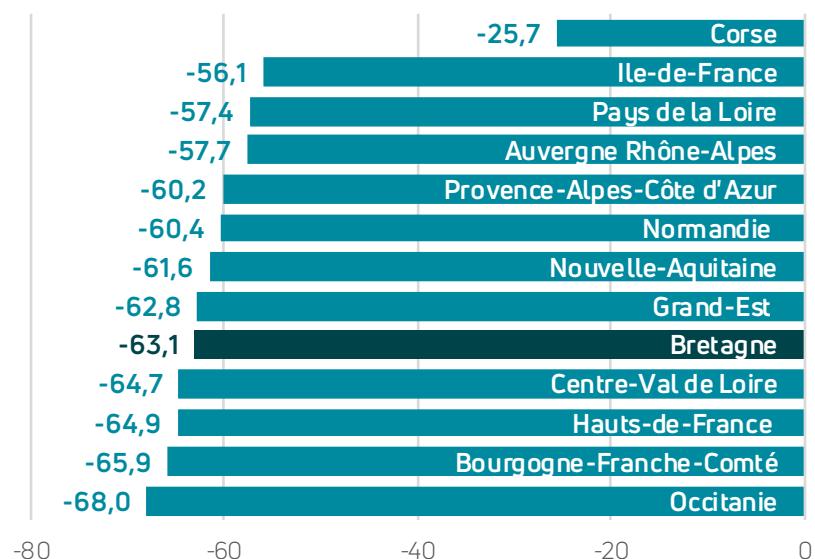
Impact sur l'emploi

Source : DARES, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

En France, l'emploi intérimaire enregistre un **recul historique entre fin décembre 2019 et fin mars 2020 (- 40,4 %)**, soit - 318 000 intérimaires, après - 0,4 % soit - 2 900 intérimaires au trimestre précédent). La baisse concerne tous les secteurs, mais elle est plus forte **dans la construction : l'emploi intérimaire chute de 60,5 %** (soit - 95 200 intérimaires, après - 2,6 %, soit - 4 200 intérimaires au trimestre précédent).

La baisse du nombre d'intérimaires dans le secteur de la construction plus forte en Bretagne qu'au niveau national

Évolution du nombre d'intérimaires dans la construction par région entre fin décembre 2019 et fin mars 2020 (en %)



En Bretagne, la baisse du nombre d'intérimaires dans le secteur de la construction est plus forte qu'au niveau national (- 63,1 %). Le nombre d'intérimaires dans la construction diminue dans toutes les régions françaises : les baisses les plus prononcées sont observées en Occitanie (- 68,0 %), en Bourgogne-Franche-Comté (- 65,9 %) et dans les Hauts-de-France (- 64,9 %). Le nombre d'intérimaires baisse plus fortement en Bretagne que dans les régions voisines (- 57,4 % dans les Pays de la Loire et - 60,4 % en Normandie).

Sources utilisées dans cette note : Enquête Unicem, échanges avec les représentants régionaux des organisations professionnelles (FRB, FRTP, UNICEM, CAPEB), Ministère du Travail, Ministère de l'Economie, INSEE, Banque de France, Vecteur Plus

Membres fondateurs :



DREAL Bretagne

Membres de droit :

Préfecture de la région Bretagne
Conseil régional de Bretagne
Trésorerie Générale
Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE)
Direction Régionale de l'Alimentation, de

Agriculture et de la Forêt de Bretagne (DRAAF)
Conseil Economique, Social et environnemental régional de Bretagne (CESER)
Banque de France

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Bretagne (DIRECCTE Bretagne)

Membres actifs :

Aro Habitat Bretagne
Association Bretagne Interprofessionnelle des Bois (ABIBOIS)
Banque du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP Banque)
Caisse des Dépôts de Bretagne
Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB)
Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment du Finistère

Conseil de l'Ordre des Architectes de Bretagne
Crédit Mutuel Arkéa
ENEDIS - Direction régionale Bretagne
Fédération du BTP des Côtes d'Armor
Fédération du BTP du Finistère
Fédération du BTP d'Ille & Vilaine
Fédération morbihannaise du BTP
Fédération Ouest SCOP BTP
Fédération des Promoteurs Immobiliers de

Bretagne
Société d'Economie Mixte des Transports Collectifs de l'Agglomération Rennaise (SEMTCAR)
Syndicat des négociants en matériaux de construction de Bretagne
Rennes Métropole
Territoires et Développement